

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCILCONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIALE/633
4 février 1948
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

PROJET DE CREATION D'UNE COMMISSION ECONOMIQUE

POUR L'AMERIQUE LATINE

Le représentant du Pérou et celui du Chili ont demandé de faire distribuer la déclaration suivante, émanant de M. Enrique Garcia Sayan, Ministre des affaires étrangères du Pérou et relative au point 6. a de l'ordre du jour provisoire de la sixième session :

Le 19 janvier 1948, le Président des Etats-Unis a adressé au Congrès un message très attendu où il demandait l'autorisation de consacrer la somme de 17.800.000.000 de dollars à son programme de relèvement économique - connu sous le nom de Plan Marshall - par l'intermédiaire de l'administration de coopération économique (Economic Cooperation Administration). Les Etats-Unis ont assumé la direction du plus grand effort de planification internationale que l'on ait jamais tenté, et cela pour favoriser la reconstruction industrielle et agricole de l'Europe et la reprise du commerce mondial.

Le nouvel organisme projeté aurait des pouvoirs très étendus pour dépenser de 6.788.000.000 à 8.100.000.000 de dollars en Amérique latine et au Canada principalement; on calcule de plus que l'Amérique latine et le Canada pourraient en outre venir en aide aux seize pays européens intéressés au programme, en leur fournissant 1.700.000.000 de dollars sous la forme de dons, de crédits, ou de ventes normales sur le marché libre.

Ce simple énoncé suffit à montrer que le programme de relèvement économique de l'Europe présente un grand intérêt pour les pays américains et leur pose de nombreux problèmes.

Tout le monde s'accorde à reconnaître que le relèvement de l'Europe est le problème le plus important et le plus urgent qui se pose au monde d'après-guerre et que de sa réussite dépendra le maintien de la paix et des institutions démocratiques. Ce relèvement présente d'autant plus d'importance que les pays américains dépendent tous, dans une mesure plus ou moins grande, du commerce européen. Mais nous devons considérer en même temps que, s'il est vrai que l'affectation des fonds à des achats dans les pays américains enrichira ces pays en dollars, il n'en est pas moins vrai d'autre part que, si l'on aggrave le système de l'exportation dirigée et si l'on rétablit éventuellement le système des priorités pour les produits des Etats-Unis affectés à l'exportation, par exemple les produits alimentaires de première nécessité, les matières premières, les objets fabriqués et ce qu'on appelle les biens de production, ces mesures pourraient avoir un retentissement considérable sur les possibilités futures de développement industriel dans ces pays.

En conséquence, le Conseil économique et social interaméricain de l'Union panaméricaine, après avoir entendu la déclaration faite le 17 novembre dernier par M. Willard L. Thorp, Secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires économiques, a décidé de désigner une commission spéciale chargée d'étudier les incidences du Plan Marshall sur la vie économique de l'Amérique latine et d'offrir au Gouvernement des Etats-Unis toutes propositions utiles pour une meilleure participation de l'Amérique latine au plan en question.

Le délégué du Pérou à ce Conseil interaméricain avait reçu l'ordre de saisir la Commission de quelques-unes des idées de son Gouvernement. Etant donné les circonstances et animé qu'il est du désir de préciser

le plus possible la question dont est saisi le Conseil interaméricain, le Ministère des affaires étrangères du Pérou croit devoir développer et motiver les idées de son Gouvernement et en même temps d'en faire un nouvel exposé.

Nous connaissons tous l'historique du programme de relèvement de l'Europe. Le 20 mai 1947, M. Marshall, Secrétaire d'Etat, a annoncé qu'un plan était en préparation dont l'objet était d'aider le monde à satisfaire ses besoins économiques et dont le coût annuel serait pour les Etats-Unis, pendant une période de trois ou quatre années, d'environ cinq milliards de dollars. Plus tard, dans le discours qu'il a prononcé le 5 juin à l'Université de Harvard, le Général Marshall a déclaré officiellement que le Gouvernement des Etats-Unis avait l'intention d'aider les pays européens à guérir complètement leur économie des atteintes de la guerre. Dans sa proposition, le Secrétaire d'Etat Marshall déclarait que c'étaient principalement les pays européens eux-mêmes qui devaient résoudre le problème et qu'ils devaient se concerter pour étudier et préparer des programmes de reconstruction, en indiquant le montant minimum d'aide extérieure jugée par eux nécessaire, de façon que le Gouvernement des Etats-Unis pût examiner ce programme et y contribuer dans toute la mesure du possible. Son aide s'effectuerait sous la forme de dons purs et simples ou sous celle de crédits.

Seize pays européens ont immédiatement procédé à la création du Comité de coopération économique européenne, lequel s'est réuni à Paris, le 12 juillet 1947, avec l'assistance d'experts réputés. Après avoir beaucoup peiné, le Comité a adressé au Gouvernement des Etats-Unis, le 22 septembre, un rapport où il proposait un plan de reconstruction réparti sur quatre ans, et évaluait l'aide extérieure

qu'il jugeait nécessaire et attendait principalement du continent américain.

Le programme du Comité de Paris exige, pour faire face aux besoins de l'Europe, une certaine restriction de la consommation intérieure des produits américains, et, dans le même temps, l'accroissement de cette production pour permettre de répondre aux besoins de l'Europe. A aucun moment, cependant, les seize pays européens n'ont considéré qu'il fût nécessaire de comprendre, dans le programme d'assistance ou de développement qu'ils avaient en vue, d'autres régions productrices du monde, spécialement celles de l'Amérique latine. Cela, en dépit du paragraphe 6 du préambule au rapport, qui reconnaît que les systèmes économiques des participants sont liés, et que la prospérité de chacun dépend de la prospérité des autres.

Le rapport du Comité de Paris reconnaît que la meilleure façon d'arriver à une économie stable est de faire un effort concerté pour accroître la production des marchandises qui se trouvent actuellement sur le marché en quantités insuffisantes. Mais, étant donné qu'à présent, il n'existe nulle part d'excédent de matières premières pour l'industrie, il est évident que tout accroissement de la production industrielle de l'Europe demandera nécessairement une plus grande production des matières premières que l'on ne peut économiquement se procurer qu'en Amérique latine.

Le dessein des nations européennes, d'obtenir une aide qui suffirait à les mettre en situation d'arriver, en quatre ans, à un volume de production industrielle équivalent à celui de 1938, n'a donc pas grande chance de réussir, notamment pour les raisons suivantes:

- a) Il n'existe pas à présent de matières premières ou de sources de production immédiate de ces produits, pour le redressement économique rapide que recherche l'Europe;
- b) Depuis 1938 plusieurs pays du monde, spécialement en Amérique latine, ont accru leur production industrielle de façon considérable par rapport à l'année 1938 et l'on ne peut pas s'attendre à les voir arrêter ou réduire leurs nouvelles industries pour faire place à une production européenne, dont le chiffre a été fixé lorsque la capacité de production de l'Amérique latine était beaucoup plus faible;
- c) En raison de la lenteur relative avec laquelle les Etats-Unis fournissent l'outillage on ne peut s'attendre à un accroissement de la capacité de la productivité commerciale de l'Europe avant trois ou quatre ans, délai minimum nécessaire à la réception, l'installation et la mise en marche de l'énorme outillage industriel demandé;
- d) Le pouvoir d'achat des pays d'Amérique latine ne semble pas susceptible de s'accroître suivant le taux calculé au tableau 12 du rapport qui prévoit un accroissement des exportations de l'Europe vers le continent américain (les Etats-Unis non compris) s'élevant à 1.200.000.000 de dollars entre les années 1948 et 1951 dans le plan quadrienal.

On a commis une erreur en essayant de résoudre isolément le problème de la reconstruction industrielle de l'Europe par ignorance des besoins économiques des pays de l'Amérique latine; on les voit seulement dans le rôle qui consiste à fournir sur leurs propres ressources actuelles les matières premières ou les produits dont l'Europe pourrait avoir besoin, et à absorber des quantités de plus en plus grandes des produits de l'industrie européenne lorsque celle-ci sera rétablie. On peut dire qu'on a perdu de vue le fait que le programme du redressement de l'Europe, tel qu'il a été exposé, ne ferait pas seulement obstacle à tous les programmes industriels de l'Amérique latine mais que ceux-ci subiraient le contre-coup de l'embouteillage inévitable que provoqueront les retards subis par l'exécution des commandes de matériel européen, matériel destiné pour la plupart à faire concurrence, sur les marchés de l'Amérique latine, soit aux produits des nouvelles industries créées dans ces pays, soit aux produits de l'industrie des Etats-Unis.

Il est par conséquent nécessaire de trouver une formule pour réaliser le relèvement des nations européennes indispensable à la paix et à l'équilibre mondiaux, sans réduire à néant les espoirs de développement industriel dans les pays de l'Amérique latine ni compromettre l'intérêt de leurs populations, et de reconnaître le rôle que nos nations doivent jouer dans la réussite de ce plan dans le cadre des notions nécessaires, inévitables, d'interdépendance économique.

Le Gouvernement péruvien estime qu'on pourrait trouver une formule de ce genre si le Plan Marshall englobait un vaste programme d'émigration européenne à grande échelle vers les pays d'Amérique latine, programme qui s'étendrait au développement ou à la création, dans ces régions, des conditions nécessaires pour accueillir profitablement ce mouvement migratoire. La surpopulation se faisant sentir d'une manière moins pressante dans les pays d'Europe, ces pays auraient besoin d'une aide et de ressources moins importantes, ce qui faciliterait la réalisation du programme de redressement, tandis que, de leur côté, les pays de l'Amérique latine pourraient accélérer la production des matières premières nécessaires au programme d'aide à l'Europe. Ces pays feraient également progresser leur développement économique et augmenteraient leur pouvoir d'achat pour les produits de l'industrie tant européenne que nord-américaine, ce qui permettrait une répartition plus large et une utilisation meilleure de la main-d'oeuvre mondiale.

Il y a au moins deux pays d'Europe pour lesquels on ne saurait prévoir de solution à la crise économique sans envisager une réduction considérable de la population. En Italie par exemple, différents recensements et différentes prévisions montrent que, si l'Italie ne peut recouvrer sa position de puissance industrielle dans le monde, ce qui est presque impossible pour les raisons déjà exposées, elle aura un excédent de population de dix à quinze millions d'habitants qui ne pourront vivre de son agriculture ou de sa production industrielle. Cet excédent de population entraînera nécessairement

une diminution du niveau de vie dans l'Italie toute entière, et exigera une aide charitable pendant un temps indéfini.

Les documents publiés jusqu'à présent sur l'application du Plan Marshall ne font aucune allusion au rôle historique du Nouveau Monde en tant qu'hôte des immigrants européens. Pour résoudre les problèmes économiques de l'Europe il a toujours fallu et il faut encore un secours d'une double nature: progrès techniques dans la production européenne, et aussi décongestion de la population dans les régions qui sont surpeuplées au regard de leurs ressources naturelles. Jadis, l'Amérique du Sud tirait la plupart de ses revenus de l'exploitation agricole et des chemins de fer, préparant ainsi le terrain pour recevoir les émigrants européens d'origine paysanne. ... Aujourd'hui, nous sommes obligés de répéter le même effort dans les régions où il y a encore de la place et où cet effort est justifié, en encourageant des placements qui, dans les circonstances actuelles, devraient impliquer l'emploi de ces émigrants dans l'agriculture et dans les emplois techniques modernes pour lesquels un grand nombre d'Européens sans travail font preuve d'aptitudes particulières.

On ne peut prévoir actuellement pour l'industrie aucune réorganisation rémunératrice et susceptible de nourrir et de faire vivre décemment, d'une façon permanente, l'excédent de la population européenne. Il semble par conséquent logique de s'attaquer aux causes mêmes du problème et d'examiner le plus tôt possible, en tenant compte des réalités, quels sont les pays du monde à même de recevoir une partie importante de cet excédent de population puis de veiller au développement de ces pays en leur allouant une partie du matériel et de l'outillage de base dont on avait envisagé l'envoi à l'Europe.

Nous n'ignorons pas que certaines nations européennes répugnent à perdre un nombre assez élevé de leurs habitants, cela pour des raisons d'ordre sentimental et aussi par attachement à des conceptions stratégiques tombées

en désuétude. Mais on doit reconnaître qu'un centre surpeuplé, loin d'avoir aucune valeur stratégique, constitue un point vulnérable facile à assiéger en lui coupant les vivres. D'autre part il est économiquement plus facile, au point de vue du travail total dépensé en transports, de transporter des hommes dans les régions où ils peuvent trouver ou produire des ressources que de transporter ces ressources jusqu'à eux.

Plusieurs pays de l'Amérique latine, c'est un fait bien connu, possèdent de nombreux territoires qui, mis convenablement en valeur, pourraient accueillir plusieurs millions d'immigrants et leur offrir les avantages de leur climat en même temps que l'alimentation nécessaire et, partant, les produits que le programme de relèvement de l'Europe réclame lui-même. Il ne faut pas oublier non plus que de nombreuses régions, incapables voici plusieurs années, de recevoir des immigrants, sont devenues productives et accessibles grâce aux progrès constants de l'agronomie, aux progrès techniques réalisés dans les procédés industriels et hydro-électriques, et grâce au développement énorme et inattendu des nouveaux moyens de communication aériens et terrestres, développement qui, il y a quelques années, aurait paru utopique.

Telles sont les idées que le Gouvernement péruvien estime conformes aux buts profondément souhaitables que se propose le Plan Marshall en vue du relèvement de l'Europe. Le Gouvernement péruvien estime contribuer ainsi à la solution d'un problème dont dépend la paix internationale et l'intérêt des peuples et il demande qu'on entreprenne sans délai l'examen de ce programme. Pour son exécution nous faisons appel aux efforts des pays de l'Amérique latine tout en détournant vers eux une partie des coopérations techniques et économiques prévues pour la reconstruction économique de l'Europe.

Lima, le 29 décembre 1947